

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Mouvements-sociaux-afro-latinoamericains>

Mouvements sociaux afro latinoaméricains

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mercredi 4 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'annonce de l'année 2015 comme année du début de la Décennie des Afro descendants déclarée par l'ONU a suscité une pluie de protestations sur sa signification et son implication. Peu ont observé que la décennie est le résultat d'un agenda impulsé par les mouvements afro-latino-américains dans le contexte de la *Troisième Conférence Mondiale contre le Racisme* célébrée à Durban, Afrique du Sud, en 2001 et encore moins que l'idée de représentation à l'ONU fut d'abord instruite par Malcolm X comme porte-parole de l'Organisation d'Unité Afro-Américains.

Dans cette optique de mouvement social, les désignations de 2011 comme Année Internationale des Afro descendants et de 2015 comme début de la Décennie, sont une voie vers la création d'un Forum Permanent à l'ONU ayant pour sujet les personnes et peuples issus de l'Africanité dans le monde, c'est-à-dire, le continent africain et la diaspora africaine mondiale. Vu sous l'angle communautaire et de mouvements sociaux, cela devrait être un espace de participation étendue, dans lequel peuvent se réunir des représentants de multiples lieux du monde afro pour discuter des problèmes, apporter des solutions, planifier des stratégies de bien-être des groupes, organiser des actions collectives, concevoir et négocier des politiques à portée gouvernementale et transnationale. Un exemple d'importance institutionnelle où priment les mouvements sociaux est le Forum Permanent des Peuples Indigènes à l'ONU. Au regard de ceci, il convient de réaliser une analyse de la conjoncture des mouvements sociaux Afro descendants en Amérique Latine et aux Caraïbes du moment actuel.

Des réseaux se conçoivent

Dans les années 80 et 90, des réseaux de mouvement social se sont tissés à travers l'Amérique Latine et les Caraïbes qui, au début, du 21ème siècle, ont façonné une petite révolution politico-culturelle dans la région dont les expressions furent la reconnaissance publique du racisme comme un problème et la création d'agence pour l'équité raciale et la représentation d'Afro descendants à travers l'entière région. Ces trouvailles furent le résultat de la gestion historique de mouvements noirs qui articulèrent un agenda régional et global contre le racisme et pour l'autonomisation collective dans le processus menant à la Conférence de Durban en 2001. L'organisation du *Réseau des Femmes Afro Latino-américains et Caribéens* en 1992 et de l'Alliance Stratégique Afro descendants en 1998 ont été des étapes importantes dans ce processus organisationnel.

La reconnaissance des Afro descendants comme sujets politiques avec leurs propres revendications et réclamations citoyennes s'avère être une lame à double tranchant, c'est-à-dire qu'elle a ouvert des chemins pour combattre le racisme et plaider pour le pouvoir noir. Mais elle a aussi facilité l'intégration relative de l'action politique d'Afro descendants aux institutions d'Etat et aux agences de la dite coopération internationale, parmi lesquelles on retrouve les piliers du capital transnational comme la Banque Mondiale et de l'état impérial comme USAID. Cela a catalysé la scission du camp politique afro dans la région jusqu'au point où en 2011, l'année internationale a marqué une division entre le secteur que Chucho Garcia a baptisé comme afro droite et les gauches afro descendants.

Dans ce contexte, trois thèmes clés sont entrés en débat :

- **1.** La question de la démocratie au vu de la critique faite à la célébration d'un sommet de l'Africanité à Honduras parrainé par un gouvernement issu d'un coup d'Etat.
- **2.** La posture des organisations Afro descendants sur la mondialisation néolibérale capitaliste que l'Afro droite voit comme une source de ressources et de pouvoir, tandis que les secteurs de gauche l'entendent comme l'environnement mondial et régional qui orientent des programmes de développement qui expulsent les communautés noires de leurs territoires et les politiques de multiculturalisme néolibéral qui reconnaissent des droits culturels aux Afro descendants et indigènes, et ceux là mêmes qui dénoncent le racisme mais maintiennent un statut quo politique et socio économique dans lequel la richesse et le pouvoir perdurent aux mains des élites blanches-métisses qui dominant historiquement ;

- 3. la pertinence même des distinctions entre droite et gauche pour les mouvements sociaux afro descendants

En juin 2011, les partis de droites noires de la région se sont regroupés en organisant *l'Articulation Régionale d'afro descendants en Amérique latine et aux Caraïbes* (ARAAC) en deux conférences consécutives : la première au Centre Juan Marinello de Cuba et l'autre durant les IV Rencontres d'Afro descendants et Transformations Révolutionnaires en Amérique Latine et aux Caraïbes, au Venezuela. ARAAC est un réseau de mouvement social qui, comme tel, a une autonomie vis-à-vis des Etats et des institutions transnationales (ONG, agences de coopération) et même temps brandit les causes afro descendants, comme l'élaboration et l'implémentation de politiques contre le racisme et pour l'équité ethno-raciale à toute échelle, des gouvernements locaux jusqu'aux initiatives d'intégration régionales comme l'ALBA, UNASUR et CELAC. En concordance avec ses lignes directrices, ARAAC a contribué aux réunions étatiques de nouvelle intégration régionale, durant lesquelles des résolutions contre le racisme, des espaces de représentations et de programmes pour Afro descendants ont été approuvés, tout comme dans les réunions régionales de mouvements sociaux ou politiques, comme le forum de Sao Paulo. Cependant, cela n'est pas allé plus loin que de simples résolutions, et ni les conditions des inégalités socio-économique ni la carence de pouvoir politique, ni l'expérience quotidienne du racisme n'ont été réduites significativement pour la majorité des Afro descendants. Cela reste une situation manifeste dans la région, sans vouloir nier les réussites relatives, surtout dans les pays qui ont subi des transformations historiques.

La brèche entre les discours et les décrets gouvernementaux et la réalité vécue par les majorités subalternes est un des principaux défis des mouvements sociaux. Depuis le changement constitutionnel de 1987 au Nicaragua, la rhétorique qui définit les pays comme interculturels, multiethniques, n'a de cesse de proliférer. Dans le cas de la Bolivie et de l'Equateur, on emploie l'expression plurination. Toutefois, cette relative reconnaissance ethno-raciale souligne à peine des changements nominaux dans les programmes d'études euro centristes/occidentaux des systèmes éducatifs et encore moins des transformations profondes dans la redistribution de richesse et de pouvoir dans les sociétés. Ce n'est pas une surprise que la Banque Mondiale continue de qualifier les Afro latino-américains comme « les plus pauvres des Amériques », que les proportions d'étudiants noirs dans les universités, tendent à être moins de 3% et que pas même les élites politiques Afro descendants détiennent une part du gâteau étatique. Autant il est certain que le capitalisme néolibéral exacerbe ces brèches d'inégalité, autant on ne peut nier que les états « progressistes », « post néolibéraux » ou du socialisme du « 21ème siècle » n'ont pas démontré une grande volonté de modifier ces conditions-ci. Les forces vives contre le racisme structurel, c'est-à-dire contre les inégalités historiques tant économiques, politiques que culturelles qui caractérisent la condition d'oppression dans laquelle vivent les majorités subalternes Afro descendants à travers la région, sont les mouvements sociaux tant les mouvements noirs que la participation de population afro dans des mouvements paysans, ouvriers, féministes, urbains, étudiants, etc...

Mouvements et gouvernements progressistes

L'action des mouvements ouvre progressivement des brèches dans le temps. Si les Afro colombiens n'eurent aucune représentation dans la Constitution de 1991, quand ils n'ont toujours pas été reconnus comme sujets politiques, là s'assoient les bases pour l'approbation de la loi 70 (la fameuse « Loi des Négritudes ») en 1993, avec contrats de propriété collective de la terre, d'éducation afro, de représentation politique, et de consultation prévue. Ce précédent accolé aux actions collectives des mouvements noirs de chaque pays, ont tracé des sillons qui postérieurement ont permis les changements constitutionnels au Venezuela et en Equateur qui reconnaissent des droits propres aux Afro descendants. Au regard de ceci, il convient de s'interroger : quelle différence y-a-t'il pour un mouvement afro d'être dans un pays engagé activement dans le capitalisme néolibéral et un Etat impérial comme la Colombie, par rapport à être situé en Equateur ou au Venezuela ?

Il y a trois différences majeures pour différencier les Etats néolibéraux et les projets d'Etats post capitalistes :

- 1. Les politiques universelles redistributives promues par les politiques néo développementalistes des

gouvernements post néolibéraux ont bénéficié jusqu'à un certain point aux secteurs subalternes, ce qui a eu pour effet de réduire mais non de résoudre la brèche d'inégalité social afro-descendant ;

- **2.** dans les nouveaux paradigmes d'émancipation, il y a une affinité politique et idéologique majeure avec des modèles de citoyenneté différenciée où la justice et la démocratie radicale se nourrissent de sollicitations, de revendications non seulement de classe mais également de sensibilité ethnico-raciale, écologique, de genre et d'orientation sexuelle ;
- **3.** les Etats qui se sont engagés dans la démocratie participative et qui s'identifient au moins partiellement comme « gouvernements des mouvements », ont une obligation morale, au minimum rhétorique de délivrer des espaces de gouvernement à la pléiade de mouvements. En rigueur, il n'y a pas d'exercice de démocratie radicale dans aucun des pays de la région. Au contraire un accommodement du clientélisme et des partis est courant dans les Etats néolibéraux. De plus, sur le plan de la politique extérieure, les politiques anti-impérialistes ont produit leurs fruits, tant dans l'importance que d'abord Cuba, puis le Venezuela ont accordé aux relations diplomatiques avec le continent africain, que dans la solidarité avec les luttes anticoloniales des peuples africains mais aussi avec le mouvement noir des Etats-Unis.

A partir de la constitution de 2008, l'Equateur a approuvé les meilleures lois du monde pour les Afro descendants, les déclarant comme un peuple, leur reconnaissant des droits collectifs portant sur le territoire et l'éducation, proclamant des « afro-réparations » en général et les actions affirmatives en particulier. En 2010, la volonté constitutionnelle a été renforcée par un décret présidentiel qui a servi de base pour un Plan Plurinational contre le Racisme et la Discrimination. Cependant, les changements visibles ne sont guère nombreux en ce qui concerne la situation du racisme quotidien, ni même pour la construction d'un nouveau projet du pays où le peuple Afro descendant aura une place de meilleure reconnaissance et de pouvoir. Le *Premier Congrès du Peuple Afro-équatorien* a réuni des représentants de tout le pays à Guayaquil, en septembre 2012, qui ont élaboré une plateforme politique qui sert encore d'étendard pour mobiliser les foules qui y participeront pour impulser leurs objectifs.

Le cas colombien

La Colombie, troisième pays ayant une population importante d'Afro descendants aux Amériques (après le Brésil et les Etats-Unis) est le scénario des plus grandes disputes dans le camp politique afro latino-américain. Le premier *Congrès National Afro-Colombien* qui s'est tenu dans le Quibdo Choco, en août 2013, résultat de 35 congrès locaux à travers le territoire colombien, a réuni toutes les tendances aussi vastes et variées du mouvement social afro colombien, qui inclut de la droite afro (autant de masse que d'élite) jusqu'à la pluralité d'identités, communautés et secteurs de gauches qui la composent.

Les différences dans ce dit scénario, s'illustrent clairement dans les discours. Le président Santos, lors du congrès du Quibdo et du sommet d'Alcades et Dignitaires d'Afrique et de la diaspora (qui s'est tenu à Cali et à Carthagène en septembre 2013), en plus de ses directives contre le racisme, a défendu le plan néolibéral de l'Alliance du Pacifique et sa locomotive de développement à travers la grande industrie minière, qui *ex aequo* avec le conflit armé est une des causes générant les 5 millions de déplacés en Colombie. Au contraire, les conseils communautaires et les programmes des organisations de mouvement social (comme le Processus des Communautés Noires et CONAFRO) rejettent les mégas projets néo libéraux, dénoncent l'appropriation des territoires ancestraux par des acteurs armés et promeuvent les autonomies locales pour l'autogestion et la production écologique durable au nom de la souveraineté alimentaire.

L'*Autorité Nationale Afro Colombienne*, élue au Congrès de Quibdo est un véritable leadership, produit d'un processus délibératif et participatif qui représente non seulement la variété régionale du peuple Afro Colombien, des Palenques ou Raizal, mais aussi sa diversité de genre, de génération et d'orientation sexuelle. Dans ses lignes directrices, ANAFRO établit que compte tenu que la majorité du peuple afro colombienne vit en villes, les questions urbaines comme l'usage collectif d'éducation, de santé et d'habitation, les luttes contre le racisme dans les espaces urbains, les politiques urbaines pour le bien-être des afro-descendants (par exemple, les familles déplacées qui

vivent dans des conditions de marginalité) et le pouvoir politique dans les gouvernements locaux doivent être prioritaires. En ce sens, la Colombie est très similaire au Brésil, le seul pays d'Amérique latine, où la majorité de la population se déclare Afro descendants et un bastion tant de mouvements sociaux noirs que de politiques gouvernementales d'équité raciale, thème que nous n'abordons pas dans cet écrit. Comme l'a bien exposé Fernando Martinez Heredia durant la fameuse conférence au centre Juan Marineo, en 2011 « l'approfondissement du socialisme à Cuba devra nécessairement être anti raciste ». En septembre 2012, un chapitre d'ARAAC a été organisé à Cuba, lequel a réuni les figures clés actives tant dans l'activité intellectuelle que culturelle et politique, en faveur de l'équité raciale et au nom de la pleine valorisation de la culture afro cubaine. Plus de 50 ans de société post capitaliste à Cuba ont démontré autant d'avancées dans la gestion contre le racisme et pour l'égalité que la persistance d'inégalité raciale et ainsi, la nécessité de prioriser son élimination pour un quelconque projet de libération. Pour cela, si le concept du socialisme du 21ème siècle, a un quelconque sens au delà d'une simple directive sans contenu, il devra être anti raciste, de plus anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-patriarcal.

Beaucoup prétendent que nous vivons dans une époque de crise pour la civilisation occidentale, capitaliste dans laquelle une nouvelle vague de mouvements anti systémique incarne l'espoir de donner le jour à un nouvel ordre mondial, dénouant les liens pour la libération contre toutes les chaînes d'oppression : de classe, de sensibilité ethno-raciale, de genre, d'orientation sexuelle, de génération, d'écologie. Dans les vagues précédentes de mouvements anti systémiques, les mouvements d'Afrique et la Diaspora africaine ont été les acteurs depuis la révolution haïtienne jusqu'au panafricanisme radical de la décennie de 1930 (le marxisme noir, l'afro féminisme, le *Mouvement de la Négritude*, la *Renaissance d'Harlem*) jusqu'aux luttes anti coloniales en Afrique et aux Caraïbes, aux cotés du *Mouvement de la Libération Noire* aux Etats-Unis dans les années 50 et 70. Dans cette conjoncture, c'est un défi pour les mouvements noirs d'assumer la responsabilité et le leadership, alors que les courants de gauche qui ne reconnaissent pas la centralité du racisme dans la modernité capitaliste, doivent reconnaître l'importance historique des sujets de l'Africanité dans les gestes de libération de l'humanité toute entière.

Agustin Lao Montes pour [Alai-Amlatina](#)

Publié dans Amérique Latine en Mouvement, No 501 « [La Décennie d'Afro descendant](#) »

***Agustin Lao Montes** d'origine portoricaine, est un intellectuel-militant, professeur-chercheur à l'Université de Massachusetts et membre de l'Articulation Régionale d'Afro descendants en Amérique Latine et aux Caraïbes.

[Alai-Amlatina](#), Quito le 19 février 2015

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Imen Toutaoui

[El Correo](#). Paris, 2 mars 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.